

PORTUGAL LE LUXE DE LA SIMPLICITÉ

« Une nation incapable d'optimisme », c'est le constat amer que faisait récemment Eduardo Souto de Moura à propos du Portugal. Et si l'architecte lauréat du prix Pritzker 2011 se trompait ? Si, à travers sa toute nouvelle politique nationale de l'architecture et du paysage, ce petit pays couvait de grands rêves ?

Leslie Doumerc

Dans certains quartiers de Lisbonne, le vrombissement des marteaux-piqueurs se mêle aux airs de fado, la musique locale. Difficile de se promener dans les ruelles escarpées ou sur les berges du Tage sans trouver sa trajectoire déviée par un chantier. Entre nouveaux édifices et quartiers en rénovation, pas de doute, la capitale du Portugal se remet doucement de la crise de 2008 pour s'offrir une cure de jouvence. Un terrain propice pour implanter la toute nouvelle politique nationale de l'architecture et du paysage (PNAP), validée en 2015 par le gouvernement de ce pays de 10 millions d'habitants.

Membre du comité de pilotage de la PNAP, Jorge Bonito Santos se dit satisfait, mais fatigué. C'est que la route a été longue et tortueuse pour cet architecte aux multiples casquettes qui milite depuis plus de 10 ans pour la mise en place d'une telle politique. Et il reste encore du chemin à faire.

RECULER POUR MIEUX SAUTER

Cette ambition a figuré dans la boîte à fantômes de l'Ordre des architectes du Portugal (OA) pendant plus d'une vingtaine d'années avant que commencent les efforts concrets pour aller de l'avant, début 2000. Pendant sept ans, des membres de l'OA vont tour à tour fréquenter les forums européens sur la question. Leur mission : glaner les bonnes idées de ce qui se fait ailleurs et, une fois de retour au pays, en discuter collégialement pour trouver des adaptations à la sauce portugaise. « Nos échanges avec les Pays-Bas ont notamment été une grande source d'inspiration. Avec le document "Space for Architecture", publié en 1991, ce pays a été le premier à élaborer une politique », se souvient Jorge Bonito Santos.

Élu vice-président au bureau national de l'OA en 2007, l'architecte juge que son équipe est suffisamment préparée pour se lancer. L'OA rencontre alors le ministre de l'Environnement et du Paysage pour lui expliquer l'importance d'une politique de l'architecture à l'échelle nationale, régionale et locale, tout en s'appuyant sur les initiatives



des autres États membres de l'Union européenne. Le ministre se montre ouvert et décide, de concert avec son homonyme de la Culture, de mettre la question sur la table de façon plus officielle.

Ce bel élan est stoppé net par la crise de 2008 qui frappe le Portugal de plein fouet, engendrant son lot de coupes budgétaires et un chamboulement de l'ordre politique en place. Qui dit nouvelles élections, dit nouveaux ministres : tout le travail de persuasion est à refaire ! Il faudra attendre 2012 pour que la nouvelle ministre de l'Environnement et du Paysage s'empare du sujet et passe à l'action. L'OA, l'Ordre des architectes du paysage, la direction générale du territoire et l'agence pour l'investissement et le commerce extérieur vont alors s'atteler à la rédaction d'un document de départ. Fin 2014, 11 pages de propositions sont remises au gouvernement qui les approuvera six mois plus tard sous la forme d'une résolution du conseil des ministres.

Une victoire qui laisse Jorge Bonito Santos sur sa faim : « Le gouvernement a validé toutes nos propositions presque telles quelles, mais

la crise l'a rendu frileux, et il a minimisé le budget d'implantation de la nouvelle politique. » Pour que les vœux formulés se concrétisent, il faut donc faire avec les moyens du bord.

PARTIR DE LA BASE

S'appuyant sur leurs propres ressources, les membres du comité de pilotage de la politique commencent à établir des liens entre les galeries, les musées, les écoles, la triennale portugaise d'architecture et les organisateurs de visites guidées sur le patrimoine des villes avec un objectif simple : travailler ensemble. « Dans les années 1990, on pensait vraiment que le gouvernement pourrait être le moteur de la mise en œuvre de la politique. Depuis la crise, nous croyons plus à un ancrage local et en profondeur grâce aux réseaux et aux infrastructures existants. Par exemple, le Portugal possède de nombreuses bibliothèques ; chacune pourrait consacrer un espace à des expositions et utiliser son auditorium pour des conférences sur l'architecture. Notre but est de sensibiliser un maximum de Portugais à la question d'une architecture de qualité », relate Jorge Bonito Santos. →



Piscine des Marées,
Leça da Palmeira, Alvaro Siza
Photo: Cecilia

QUELQUES LIGNES DIRECTRICES DE LA NOUVELLE POLITIQUE DE L'ARCHITECTURE DU PORTUGAL

- Promotion de la conception architecturale et de l'urbanisme, et création d'un environnement bâti de qualité
- Préservation et amélioration de la qualité des actifs construits
- Gestion créative et durable du patrimoine des archives tectoniques
- Sensibilisation et formation des citoyens à la culture de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage
- Fusion des composantes de l'architecture et du paysage dans les décisions administratives
- Promotion de politiques exemplaires de construction publique
- Définition de programmes spécifiques pour le développement de la politique nationale
- Promotion de l'éducation à l'architecture et au paysage

Cette manière de se débrouiller avec peu cadre bien avec la culture nationale. Invité, à l'été 2016, à venir parler de son travail à la Cité de l'architecture et du patrimoine de Paris, l'architecte Alvaro Siza a d'ailleurs confirmé ce côté très peu «bling-bling». Pour celui qui a décroché le prix Pritzker en 1992, il émane de son pays en «non-développement» une «fraîcheur» qui s'oppose à un monde dominé par une «architecture vue comme un luxe» ou encore comme «une image attractive». Dessinée en 1966, sa piscine des Marées qui se fond avec humilité entre la plage de Leça da Palmeira et l'océan Atlantique en est une belle illustration. Se payer le luxe de la simplicité est aussi le leitmotiv d'Eduardo Souto de Moura, son compatriote de l'école de Porto. Lui-même honoré du Pritzker en 2011, il avait déclaré que ce prix récompensait «une formation qui défend une architecture bien faite, mais anonyme, simple, objective et peu narrative».

Hélas, sous cette culture du non-ostentatoire se cache aussi une culture du prix le plus bas pour les commandes publiques. C'est pourquoi l'une des grandes missions de la PNAP sera de sensibiliser les autorités à la rentabilité d'une bonne qualité architecturale sur le long terme. «Nous sommes ici pour dire que la décision de départ est importante, qu'il ne s'agit pas de choisir le projet le moins cher ou le plus beau design, mais celui qui répond le mieux aux problèmes posés aujourd'hui tout en anticipant les besoins d'une société qui changent rapidement», dit Jorge Bonito Santos.

CONSCIENTISER POUR MIEUX DURER

Pour éveiller les consciences sur le plan local, le comité a entrepris, dès l'adoption de la résolution, de rencontrer les municipalités pour décrire les objectifs de cette politique et expliquer comment

une ville peut, à son échelle, améliorer la qualité de vie, le patrimoine, le développement durable et la participation citoyenne. «Notre identité sera plus forte si les gens sont plus impliqués dans le processus de décision», pense Jorge Bonito Santos en prenant exemple sur l'élan suscité par l'Exposition universelle de Lisbonne en 1998. «Pour une fois, l'espace public avait été pensé dans le cadre d'une consultation publique, avant la construction des bâtiments. Les visiteurs de l'Expo étaient repartis chez eux avec des idées plein la tête et avaient commencé à demander aux autorités plus de qualité dans leur quartier.»

Mais faire rêver les Portugais à coups d'aménagements d'espace n'est pas une mince affaire : les citoyens que le comité a interrogés se montrent pessimistes et assez désabusés, notamment quand la houleuse question du logement est abordée. Il faut dire qu'au Portugal une vieille législation fait en sorte que les baux conclus avant 1990 sont héréditaires, éternels et gelés. En 2004, le coût moyen d'une location était de 55 euros, soit à peine 80 \$ par mois. Avec ce genre de loyer symbolique, difficile d'exiger du propriétaire qu'il entretienne son bien !

N'empêche, la Ville de Lisbonne a récemment organisé des séries de rencontres interactives pour améliorer ses quartiers. Ces rendez-vous où les citoyens émettent des vœux et valident ou non les propositions des architectes à chaque étape de travail ont suscité un vif intérêt, rassemblant parfois jusqu'à 200 personnes pendant quatre heures. En a découlé pour l'instant une dizaine de petits chantiers disséminés dans la capitale. Le public, épaulé par un architecte, a aussi été invité à mettre la main à la pâte pour certaines interventions à petit budget comme la construction de jeux d'enfants. «Après trois week-ends de travail, les gens comprennent que ce genre de projet améliore directement et concrètement leur vie de tous les jours», dit Jorge Bonito Santos, en espérant que d'autres initiatives semblables verront le jour.

Parlant de faire des petits, ce dernier croit dur comme fer que les avancées viendront aussi de la jeune génération. Le comité est d'ailleurs en pourparlers avec le ministre de l'Éducation pour intégrer les enjeux architecturaux et urbanistiques dans les classes. «L'objectif n'est pas que tous les enfants deviennent architectes, mais qu'ils se montrent plus ambitieux pour la ville dans laquelle ils vivront.»